Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 300 683 du 26 janvier 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître B. DENAMUR
Avenue Brugmann 60
1190 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 mai 2023 par X, qui déclare être de nationalité tunisienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé « le Commissaire adjoint »), prise le 26 avril 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 2 juin 2023 avec la référence 110169.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 novembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 22 décembre 2023.

Entendu, en son rapport, F.-X. GROULARD, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me B. DENAMUR, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire », prise par le Commissaire adjoint, qui est motivée comme suit :

« ***A. Faits invoqués***

Le 7 février 2019, vous avez introduit une demande de protection en invoquant les faits suivants :

Vous vous déclarez de nationalité tunisienne, d'origine ethnique arabe. Musulman de naissance, vous affirmez être de confession chrétienne évangélique protestante. Vous auriez travaillé dans la « police secrète » du Regroupement Constitutionnel Démocratique (RCD), parti politique du président Ben Ali.

Vous seriez né en […] à Tunis, où vous auriez vécu en famille dans le […]. Vous seriez titulaire d'un baccalauréat, filière mathématiques. En 2009-2010, vous auriez effectué un voyage au Sultanat d'Oman, pour raisons touristiques. Sur place, vous auriez trouvé un sponsor, via lequel vous auriez obtenu un permis de travail. Vous seriez devenu, entre autres activités professionnelles, « 1er responsable » de 350 ouvriers. Le 25/11/2011 à Oman, vous auriez épousé une femme tunisienne dénommée [D. I.], laquelle vous aurait donné votre première enfant en 2014. À la mi-2017, influencé par [O.], votre collègue et ami de nationalité indienne (hindou) et de confession chrétienne, vous auriez ressenti l'envie de vous convertir. Votre famille s'y serait opposée, mais vous auriez poursuivi votre conversion. En août ou septembre 2017, votre épouse aurait informé vos parents de votre conversion. Ceux-ci (vos parents) auraient tenté de vous faire changer d'avis par téléphone, en vain. Votre mère aurait alors menacé de vous tuer en cas de retour en Tunisie, au cas où vous poursuiviez votre conversion à une religion « de mécréants ». En novembre 2017, vous auriez divorcé et votre femme aurait obtenu la garde de votre enfant ; elle vous aurait annoncé qu'elle attendrait un second enfant, que vous n'auriez jamais vu. Fin 2017 à Oman, vous vous seriez bagarré avec trois 3 individus, policiers déguisés en civil selon vous. Vous auriez été arrêté et privé de liberté pendant trois jours. Vous auriez porté plainte et vos adversaires auraient été condamnés à une amende pour les insultes qu'ils vous auraient adressées, mais votre incapacité de travail de 18 jours n'aurait pas été prise en compte dans le jugement.

Le 3 septembre 2018, vous déclarez être retourné dans votre pays, la Tunisie. Vous vous seriez directement rendu au domicile parental, mais votre mère vous aurait interdit d'y entrer, vous aurait frappé. D'autres membres de famille vous auraient menacé de mort, armés de couteau, et un cousin salafiste vous aurait blessé. Vous auriez été secouru par la police qui vous aurait conduit au poste de police de Bourj Louzir pour y porter plainte, mais elle aurait refusé d'acter votre plainte. Les membres de votre famille vous auraient poursuivi et menacé de mort à ce poste de police. La police vous aurait ensuite demandé de quitter le poste. Vous vous seriez alors refugié chez votre amoureuse [R.], dans […], où vous auriez passé 3-4 mois, cherchant un moyen de quitter le pays. Le 17 janvier 2019, vous affirmez avoir quitté illégalement la Tunisie par la voie maritime (bateau) en direction de l'Italie, d'où le 26 janvier, vous auriez poursuivi votre voyage vers la Belgique, où vous seriez arrivé le lendemain (le 27 janvier).

En Belgique, vous fréquenteriez l'« […] » de […].

Le 7 février 2019, vous avez donc introduit une demande de protection internationale auprès de l'Office des Etrangers, à la base de laquelle vous avez invoqué les faits ci-dessus.

Le 6 juin 2019, le CGRA vous avait notifié une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, basée sur l'absence de crédibilité de votre récit. Vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des étrangers (CCE), lequel a annulé la décision susmentionnée par son arrêt n° 228089 du 28/10/2019, et renvoyé l'affaire au CGRA pour une instruction complémentaire. Vous avez été entendu au Commissariat général le 5 février 2021. Le 2 avril 2021, le CGRA vous avait notifié une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire. Le CCE a annulé celle-ci dans son arrêt n°260 146 du 3 septembre 2021 afin de lui fournir une source documentaire suffisamment récente et précise concernant la situation des chrétiens et des personnes qui se sont converties à cette religion en Tunisie.

Comme nouvel élément, vous invoquez une altercation qui vous aurait opposé vers février 2023 à deux individus à bord d'un véhicule qui seraient énervés lorsque vous leur auriez fait signe d'attendre que votre ami sorte de votre véhicule. Vous indiquez que la situation aurait dégénéré en une bagarre lorsque les deux protagonistes auraient remarqué que vous portiez une croix autour du cou. Vous déclarez avoir été frappé et avoir été porté plainte à la police suite à cette bagarre.

A l'appui de vos déclarations, vous avez déposé un extrait de votre passeport revêtu de vos titres de séjour à Oman, des documents relatifs à votre divorce à Oman, les menaces que vous auriez via l'internet de votre amie [R.], un certificat de déclaration de l'[…] non daté, des photos ainsi qu'une vidéo relative à votre baptême / conversion, un témoignage d'un responsable dans l'[…] de Bruxelles, une carte de visite de ladite église. Vous déposez un témoignage émanant de votre avocat en Tunisie daté du 18 mai 2022, une attestation sur l'honneur au nom de votre mère de rupture juridique de lien de parenté à cause d'apostasie, des convocations ainsi que des articles relatifs à la situation des chrétiens convertis en Tunisie. Vous versez des documents relatifs à votre séjour à Oman et à une agression dont vous auriez été victime dans cette région (un document intitulé « injury report », des photos d'une fracture à la jambe, votre plainte, votre jugement et votre condamnation, un courrier de votre employeur à Oman, des copies de vos visas).

En outre, vous versez des documents relatifs à vos activités professionnelles en Belgique (contrat de travail, des fiches de paie), ainsi que votre composition de ménage émanant de la commune de Jette. Vous versez un PV d'audition de la police de Zaventem du 9 janvier 2020 relatif à une altercation qui vous aurait opposé le 30 novembre 2019 à deux demandeurs d'asile dans le centre d'accueil du fait de votre foi religieuse.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays et que vous en restez éloigné en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951, ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

A la base de votre demande, vous invoquez la crainte d'être persécuté en Tunisie par votre famille et par la société tunisienne en raison de votre conversion au christianisme (voir les Notes de votre entretien personnel du 09/05/2019 (ci-après noté NEP1), pp.8-10 + les Notes de votre entretien personnel du 05/02/2021 (ci-après noté NEP2), p.6). Bien que votre confession chrétienne évangélique protestante ne soit pas remise en cause en tant que telle dans cette décision, vos propos relatifs aux problèmes allégués consécutifs à cette conversion ne permettent pas de conclure à l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution en Tunisie, et cela pour les raisons suivantes.

***En premier lieu**, vous soutenez qu'à votre retour en Tunisie en revenant d'Oman, vous vous êtes rendu immédiatement au domicile familial où vous auriez été agressé et menacé de mort par votre famille/mère en raison de votre (volonté de) conversion au christianisme (NEP 1, pp.8-9). Or, d'une part, nous relevons que parmi la vingtaine de documents versés à votre dossier, aucun n'atteste votre présence en Tunisie durant la période de cette agression alléguée dans ce pays, à savoir entre septembre 2018 et janvier 2019. Or, vu le profil que vous présentez, à savoir celui d'une personne représentée par trois avocats en Tunisie et ayant encore des contacts avec eux (NEP du 25/05/2022 (NEP 3), pp.9, 12), il n'est pas crédible que vous ne versiez le moindre début de preuve attestant votre présence en Tunisie durant ce moment charnière de votre récit, ce qui jette d'emblée de sérieux doutes quant à la véracité des problèmes allégués avec votre famille. D'autre part, compte tenu de vos propos selon lesquels préalablement à votre retour en Tunisie en septembre 2018, vous aviez déjà été menacé de mort par votre mère / famille du fait de votre volonté de vous convertir, il parait incohérent que ce soit au domicile familial que vous décidez de vous rendre en premier lieu lors de ce retour (NEP1, p. 15). Confronté à ce constat, vous éludez la question à plusieurs endroits, puis finissez par mentionner que vous n'aviez nulle part d'autre où aller (NEP 1, p.15). Toutefois, cette réponse n'emporte pas notre conviction vu que vous aviez le loisir de séjourner chez votre petite amie ([R.]) dans la […], où vous déclarerez d'ailleurs avoir résidé jusqu'à votre fuite sans connaitre de problèmes particuliers (NEP 2, p.8). De surcroît, la description que vous faites de l'agression par votre mère et votre famille lors de votre retour est si décousue et rocambolesque qu'elle manque de convaincre le CGRA (NEP 1, p.15 ; NEP 2, pp.6-7). À ce sujet, il nous semble incohérent que la police qui, selon vous, vous aurait secouru en rue en vous prenant en charge jusqu'au poste de police alors que vous tentiez d'échapper à l'agression et aux menaces de votre famille, refuse par la suite d'acter votre plainte contre ladite agression en vous traitant d' « apostat » (NEP 2, p.7) ; mais qu'ensuite elle accède à votre demande de vous conduire hors de votre localité (NEP 2, p. 7). Cette partie de votre récit, pourtant charnière, demeure particulièrement rocambolesque, de sorte qu'elle empêche le CGRA de tenir ces faits tels que rapportés pour établis.*

***En deuxième lieu**, vous affirmez que suite à cette agression, votre mère aurait déposé une plainte contre vous à la police du fait de votre conversion. À l'appui de vos déclarations, vous déposez une « attestation sur l'honneur de rupture juridique de lien de parenté à cause d'apostasie de mon fils » émanant de votre mère (cf. pièce n°14 versée à la farde Documents). Or, constatons que ce document émane d'une personne privée dont la sincérité et la fiabilité ne sont pas vérifiables, qu'il ne dispose pas de force probante suffisante et n'apporte aucun éclairage sur les problèmes que vous redoutez en cas de retour. D'autre part, le contenu de ce document contrevient aux informations objectives à notre disposition selon lesquelles la conversion des musulmans au christianisme n'est pas interdite en Tunisie (cf. documentation versée à la farde Informations sur le pays). Dès lors, on ne comprend pas pourquoi les autorités de votre pays accepteraient de délivrer un tel document alors que d'un point de vue légal, la liberté religieuse est garantie en Tunisie (cf. informations sur le pays). De plus, lorsque vous êtes interrogé plus en détail sur la suite qui aurait été réservée à cette plainte contre vous et invité à dire si un jugement aurait été rendu dans cette affaire par exemple, vous restez en défaut d'y apporter le moindre élément concret, ce qui est inadmissible compte tenu de vos propos selon lesquels trois avocats agiraient pour vos intérêts dans votre pays et qu'il vous serait loisible de vous renseigner auprès d'eux sur votre affaire (NEP 3, p.9 ; NEP 4, pp.3-4) ; de sorte que vos propos ne reflètent pas l'évocation de faits réellement vécus.*

***En troisième lieu**, le CGRA a relevé de vos déclarations des divergences qui portent définitivement atteinte aux problèmes que vous dites avoir rencontrés avec votre mère/votre famille. Primo, alors que vous déclarez avoir rencontré des problèmes avec votre mère/votre famille, à votre retour en Tunisie en 2018 en provenance d'Oman (NEP1, pp.9-10), lesquels problèmes vous auraient poussé à vous refugier chez votre copine [R.] ce jusqu'à votre fuite vers la Belgique, il ressort de vos déclarations à l'Office des étrangers (OE) que, hormis la période 2010 - 2018 au cours de laquelle vous viviez à Oman, vous auriez toujours vécu au domicile parental en Tunisie **jusqu'à votre départ en janvier 2019** (voir Déclaration OE, p.5, pt.10). Secundo, alors que vous déclarez être divorcé, avoir été menacé par votre ex épouse, et être interdit de l'approcher (votre ex épouse) ainsi que votre/ vos enfant(s) à cause de votre conversion (NEP 2, pp.2-3), il ressort cependant de vos déclarations à l'OE que votre fille [No.] vivrait avec votre mère, et que votre fille [N.] vivrait avec votre ex-belle-mère (voir Déclaration OE, p.8, pt.16). Confronté à ces divergences, vous n'apportez aucune explication, si ce n'est nier avoir fait ces déclarations et invoquer des problèmes d'interprétation (NEP 2, p.19). Or, il y a lieu de relever que vous n'avez fait état d'aucun problème de compréhension de l'interprète au cours de vos entretiens personnels au Commissariat général, de sorte que vos déclarations peuvent valablement vous être opposées. Le Commissariat général constate que ces divergences flagrantes portant sur des phrases entières (et non sur un mot ou un chiffre, une date) et ne peuvent donc pas s'expliquer par une simple invocation d'une éventuelle erreur d'interprétation.*

***En quatrième lieu**, concernant votre conversion au protestantisme sensu stricto elle ne peut suffire elle seule à vous octroyer une protection internationale. D'une part, soulignons la portée générale de vos déclarations quant à la manière dont vous vivez votre foi en Belgique. Ainsi, interrogé à ce sujet, vous indiquez « avec la totale liberté ; même sur ma voiture il y a un sticker, un autocollant représentant le christ ; tout le monde sait que je suis chrétien ; j'ai une attestation de baptême datant du 17/03/2019, jour d'anniversaire de ma naissance avec le Christ » (NEP2, p.15). Constatons que votre explication relevée supra se limite à des considérations générales, mais ne porte sur aucun élément d'ordre philosophique, spirituel, et/ou lié à la foi. Certes, vous déclarez fréquenter l'[…] (ibid.), et déposez des photos de vous en compagnie de 2 individus inconnus dont l'un semble porter une tenue de pasteur, dans un endroit inconnu (cf. pièce n° 11 + NEP1, p.10). Cependant, le CGRA reste dans l'ignorance non seulement des identités et des qualités des personnes présentes sur ces photos, mais aussi des circonstances (lieu, date, ..) dans lesquelles celles-ci (ces photos) ont été faites. En conséquence, en l'état, ces photos ne permettent pas de se forger une conviction quant à votre réelle implication de votre foi. Quant au certificat de déclaration de votre […] signé par un certain **[A. B.]** (cf. pièce n°10), lequel témoigne de votre intégration au sein de cette église, relevons un certain nombre de fautes de syntaxe qui portent atteinte à la fiabilité de ce document. Soulignons ensuite que le CGRA ignore les raisons réelles de votre implication dans cette église (NEP1, p.6). Le simple fait de fréquenter voire de se faire baptiser dans un lieu de culte ne suffit pas à lui seul à considérer que vous nourrissez une crainte fondée ou un risque réel en cas de retour ou à vous octroyer une protection internationale uniquement sur ce seul constat. Au surplus, la lecture attentive de vos entretiens démontre que vous n'avez pas fait de démarche concrète pour vous convertir au christianisme lors de votre retour allégué en Tunisie. En effet, concernant vos occupations et vos activités lors de votre séjour allégué dans votre pays entre septembre 2018 et janvier 2019, vous évoquez que vous viviez chez votre petite amie [R.] et que vous cherchiez un moyen de quitter le pays, que vous vous asseyiez d'un café à un autre (NEP 2, p.8), sans faire mention d'une pratique éventuelle de votre foi, ou de démarche pour fréquenter une église, vous baptiser ou vous convertir (ibid.).*

Confronté à ce constat, vous invoquez que vous ne pouviez pas fréquenter d'église dans votre pays (NEP 1, p.10). Or, cette allégation entre en contradiction avec les informations à notre disposition selon lesquelles les messes et les célébrations dans les églises chrétiennes ont lieu en Tunisie (cf. documentation versée à la farde Informations sur le pays). Remarquons également qu'interrogé sur la situation des chrétiens et des convertis en Tunisie, vos propos tels que « l'Eglise parle de la situation des chrétiens maltraités dans certains pays comme l'Algérie, Tunisie, Maroc et Egypte, le prêtre est égyptien, nous on fait des prières pour que dieu les aide » (NEP 4 p.8) s'avèrent vagues, généraux et peu circonstanciés. Il ressort en définitive de l'ensemble de vos dires que vous ne cherchez pas à vous renseigner sur le sort et traitement réservés actuellement aux chrétiens convertis en Tunisie (ibid.). Ce qui mine davantage la crédibilité de votre récit d'asile et d'une crainte fondée en cas de retour. Tous ces éléments nous amènent à constater que votre conversion opérée en Belgique revêt un caractère quelque peu opportuniste.

Quant aux autres documents que vous produisez à l'appui de votre demande de protection internationale, ils ne sont pas de nature à remettre en cause les arguments développés supra. Ainsi, votre acte de votre divorce établi à Oman le 07/01/2017 (cf. pièce n°1 versée à la farde Documents) ne fait qu'attester de votre divorce en présence de 2 témoins, sans en mentionner le motif. Ce document ne permet donc pas en l'état d'affirmer que vous auriez divorcé à cause de votre conversion comme vous l'affirmez. Vous déposez également des copies de « quelques pages de vos visas de séjour » à Oman (cf. pièces n° 9, 12). Au-delà du constat que le CGRA reste perplexe quant au fait que vous n'ayez fourni que quelques pages sélectionnées de votre passeport que vous dites avoir égaré, en tout état de cause ces documents constituent un indice de votre identité et de votre nationalité, éléments qui ne sont pas remis en cause dans la présente décision.

Quant aux documents émanant du Ministère public du Sultanat d'Oman que vous déposez, - à savoir votre plainte, le jugement du tribunal, et la décision de classement (cf. pièces n°5-7), ainsi qu'aux documents médicaux et photos déposés (cf. pièces n°3-4) -, ils se rapportent à une altercation que vous auriez eue en date du 27/10/2017 à Al Watiya (à Oman) avec un citoyen de nationalité omanie, incident qui se serait produit à Oman, et qui n'est pas remis en question dans la présente décision. Or, rappelons que votre crainte s'analyse par rapport à la Tunisie, votre pays de nationalité, et non par rapport au Sultanat d'Oman (dont vous ne possédez pas la nationalité). D'autre part, aucun de ces documents ne font mention de votre conversion ni que les problèmes allégués dans ce pays auraient un lien de causalité avec votre foi religieuse. Partant, ces documents ne sont pas de nature à renverser le sens de cette décision.

En ce qui concerne les documents relatifs aux menaces que vous auriez reçues sur Internet sous la forme d'une conversation Messenger avec votre ex-femme (telle que désignée à l'OE), elles ne sont pas de nature à réparer le manque de crédibilité de votre récit, ces échanges pouvant avoir été tenus en toute complaisance avec n'importe qui dans des circonstances autres que celles que vous déclarez (cf. pièces n°.2). La lettre du « […] » ([…]) (cf. pièce n° 8) ne sert qu'à témoigner de ce que vous avez travaillé pour cette société de 2016 à au moins juillet 2018, élément qui n'est pas remis en cause dans cette décision. Vous déposez également votre contrat de travail, vos fiches de paie ainsi que composition de ménage en Belgique (cf. pièces n °13, 21, 22). Ces documents atteste de vos activités professionnelles en Belgique, éléments non remis en cause dans cette décision.

Vous avez versé un courrier émanant de maître [M. B.], votre avocat en Tunisie, et daté du 18 mai 2022, d'après lequel il se serait occupé du suivi de la déposition de plainte faite contre vous par votre mère suite à votre conversion au christianisme au Tribunal de première instance d'Ariana en 2019. Or, d'une part, son contenu (poursuites pénales contre vous du fait de votre conversion) entre en contradiction avec les informations objectives à notre disposition selon lesquelles la conversion des musulmans au christianisme n'est pas interdite et donc poursuivie (cf. documentation versées à la farde Informations sur le pays). En ce qui concerne les convocations que vous fournissez (cf. pièces n°18), force est de constater qu'il s'agit de photocopies dont l'authenticité ne peut être vérifiée. D'autre part, elles ne font aucune mention des circonstances concrètes dans lesquelles elles ont été émises. Par conséquent, la valeur probante de ces pièces est très relative et elles ne sont, dès lors, en soi pas de nature à remettre en cause le caractère non crédible de vos problèmes. Concernant les articles sur la situation des chrétiens convertis en Tunisie que vous déposez (cf. pièces n°19), si ces documents font état de certaines situations problématiques rencontrées par des personnes de cette minorité, ils n'établissent aucun lien avec votre situation personnelle ou avec les problèmes que vous invoquez, dont la crédibilité est considérée comme défaillante.

Vous versez un PV de la police de Zaventem du 9 janvier 2020 relatif à une altercation qui vous aurait opposé le 30 novembre 2019 à deux demandeurs d'asile dans le centre d'accueil du fait de votre foi religieuse (cf. pièce n°16). Ce document établi uniquement sur base de vos déclarations, mentionne des faits qui ne sont pas remis en cause en tant que tels, toutefois il ne permet pas de modifier le sens de la présente décision, vu ce qui a été développé supra en ce concerne le manque de crédibilité de vos problèmes allégués en Tunisie du fait de votre conversion.

Au vu de ce qui précède, l'ensemble de ces documents n'est donc pas de nature à inverser le sens de la présente décision.

Au vu de l'ensemble des développements qui précèdent, le CGRA n'est pas convaincu que les raisons que vous invoquez sont réellement celles qui ont motivé votre départ de votre pays. Dès lors, le CGRA est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Depuis votre dernière audition au CGRA (28/02/2023) vous ne m'avez fait parvenir aucun autre élément me permettant d'apprécier autrement votre demande de protection intetnationale.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général […], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général […] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. […]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général […] soit la réformer […] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

2.2. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1er, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/UE précitée, s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a, à d, de la loi du 15 décembre 1980 (v. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

2.3. Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

3. La thèse du requérant

3.1. Dans son recours au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil »), le requérant confirme l'essentiel de l'exposé des faits et des rétroactes de la procédure figurant dans la décision entreprise.

3.2. Le requérant conteste la motivation de la décision querellée.

Il invoque un moyen unique qu'il libelle comme suit :

« *[…] Moyen pris de :*
• La violation de l'article 1 de la convention de Genève du 28 juillet 1951 ;
• La violation de l'obligation de motivation adéquate et raisonnable ;
• La violation des articles 48/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 […] ;
• La violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;
• L'erreur de fait et de droit ;
• L'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs ;
• L'absence de motivation adéquate et complète au fond ;
• La violation du principe de bonne administration, du devoir de précaution et du devoir de l'administration d'examiner de manière bienveillante ;
• Violation de la foi due aux pièces ».

3.3. En substance, le requérant fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

3.4. En conclusion, le requérant demande au Conseil, à titre principal, de réformer la décision attaquée et ainsi de lui reconnaitre la qualité de réfugié. A titre subsidiaire, il sollicite le Conseil afin d'obtenir l'annulation de ladite décision entreprise.

3.5. Outre une copie de la décision attaquée, le requérant joint à son recours des documents qu'il inventorie comme suit :

« *2. Courriel du 3/3/2023 [de son] conseil […] au CGRA + annexes et notamment 5 articles relatifs à la situation des chrétiens convertis en Tunisie* ».

4. La thèse de la partie défenderesse

Dans la motivation de sa décision de refus, le Commissaire adjoint estime que les déclarations du requérant, de même que les documents qu'il a déposés à l'appui de sa demande, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes et risques qu'il invoque en cas de retour dans son pays d'origine (v. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

5. L'appréciation du Conseil

5.1. En substance, le requérant, de nationalité tunisienne, invoque une crainte en cas de retour dans son pays d'origine du fait de sa conversion au christianisme. Il invoque avoir été insulté et agressé dans son pays le 3 septembre 2018, motif principal de sa fuite. Il mentionne également fréquenter une Eglise en Belgique et s'être fait baptiser dans le Royaume.

5.2. A titre liminaire, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs amenant la partie défenderesse à rejeter la demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est claire et permet au requérant de comprendre les raisons de ce rejet.

La décision est donc formellement motivée conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

5.3. Sur le fond, le Conseil estime que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et suffisent à rejeter la demande de protection internationale du requérant.

5.4. Le Conseil ne peut accueillir favorablement l'argumentation de la requête sur ces questions dès lors qu'elle n'apporte aucun élément concret et convaincant permettant de remettre en cause la motivation de la décision querellée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien-fondé des craintes et risques allégués.

5.5. En l'occurrence, le Conseil constate que suite à son arrêt d'annulation n° 260 146 du 3 septembre 2021, le requérant a été réentendu à deux reprises par les services de la partie défenderesse. De plus, un *COI Focus* intitulé « Tunesië Situatie van bekeerlingen tot het christendom » daté du 16 mars 2022 est joint au dossier administratif.

Partant, le Conseil estime à présent disposer de suffisamment d'éléments pour statuer en pleine connaissance de cause.

5.6. *In casu*, le Conseil observe que le Commissaire adjoint ne conteste pas la « confession chrétienne évangélique protestante » du requérant en tant que telle dans sa décision, mais bien la réalité des problèmes qu'il invoque avoir rencontrés en Tunisie en lien avec sa conversion religieuse. A la suite du Commissaire adjoint, le Conseil estime que ceux-ci ne peuvent être tenus pour établis. Le Conseil observe d'abord, avec le Commissaire adjoint, que le requérant ne verse au dossier pas le moindre commencement de preuve de nature à attester sa présence en Tunisie au « moment charnière de [son] récit », soit entre septembre 2018 et janvier 2019. D'autre part, le Conseil rejoint le Commissaire adjoint en ce qu'il apparait peu vraisemblable qu'à son retour allégué en Tunisie en septembre 2018, le requérant se rende directement à son domicile familial alors que préalablement, il aurait déjà été menacé de mort, notamment par sa mère, du fait de sa volonté de se convertir. De surcroît, comme le Commissaire adjoint, le Conseil estime que les déclarations du requérant relatives à l'agression qu'il aurait subie le 3 septembre 2018 et à la plainte que sa mère aurait déposée contre lui à la police par la suite n'emportent pas davantage la conviction. Concernant « l'attestation sur l'honneur de rupture juridique de lien de parenté à cause d'apostasie de mon fils » et les autres pièces jointes au dossier administratif ayant trait au dépôt de plainte de sa mère, le Conseil considère, comme le motive valablement la décision, qu'elles ne disposent pas d'une force probante suffisante pour attester la réalité des problèmes allégués. A cela s'ajoutent encore des contradictions entre les dires du requérant lors de ses entretiens devant les services de la partie défenderesse et dans sa *Déclaration*, notamment quant au lieu où il déclare avoir vécu jusqu'à son départ du pays en janvier 2019.

Le Conseil rejoint ensuite le Commissaire adjoint en ce qu'il souligne, concernant « la conversion au protestantisme *sensu stricto* » du requérant, qu'elle ne peut suffire à elle seule à lui octroyer une protection internationale. Comme le Commissaire adjoint, le Conseil constate, qu'interrogé quant à la manière dont il vit sa foi en Belgique, ses explications se limitent à des considérations générales, mais ne portent « […] sur aucun élément d'ordre philosophique, spirituel, et/ou lié à la foi ». Par ailleurs, bien que le requérant déclare fréquenter une Eglise protestante de la région bruxelloise où il s'est fait baptiser en mars 2019, ce qui est confirmé par plusieurs pièces jointes au dossier administratif, le Conseil estime, à la suite du Commissaire adjoint, que ces éléments ne permettent pas à eux seuls de considérer qu'il nourrit une crainte ou un risque en cas de retour en Tunisie. Au surplus, le Conseil relève, avec le Commissaire adjoint, que le requérant n'a pas fait mention lors de ses auditions d'une pratique éventuelle de sa foi lors de son retour allégué en Tunisie entre septembre 2018 et janvier 2019 ni n'a entamé de démarche pour fréquenter une Eglise ou se faire baptiser pendant cette période. De surcroît, il apparait peu plausible dans le contexte décrit que le requérant ne soit pas en mesure de fournir lors de ses auditions la moindre information précise et consistante au sujet de la situation des chrétiens et des convertis en Tunisie.

Quant aux documents joints au dossier administratif, le Conseil estime qu'ils ont été correctement analysés par le Commissaire adjoint dans sa décision ; il fait siens les motifs de la décision s'y rapportant.

5.7.1. La requête ne développe aucune considération qui permette d'inverser le sens de ces constats.

5.7.2. Concernant les motifs de la décision ayant trait aux problèmes allégués par le requérant en lien avec sa conversion religieuse, la requête se limite, en substance, tantôt à répéter certaines des déclarations qu'il a tenues précédemment - ce qui n'apporte aucun éclairage neuf en la matière -, tantôt à formuler des considérations et des critiques extrêmement générales qui n'ont pas de réelle incidence sur les motifs de la décision (il reproche par exemple à la partie défenderesse de soulever pour la première fois en avril 2023 sans jamais l'avoir évoqué précédemment l'absence de tout commencement de preuve de nature à appuyer la réalité de son retour en Tunisie en septembre 2018 avant de confirmer, sans plus d'explication, qu'il « […] ne dispose évidemment plus de preuve matérielle […] » à cet égard), tantôt d'apporter des justifications peu convaincantes aux carences de son récit.

Ainsi, par rapport au fait qu'il se rende directement à son domicile familial après son retour en Tunisie en septembre 2018, le requérant avance « […] d'une part qu'il n'avait pas d'autre endroit où se rendre, après qu'il a quitté OMAN, que la Tunisie et que d'autre part il pensait, naïvement peut - être, que sa mère n'allait pas mettre ses menaces à exécution et qu'une fois qu'il serait là, la situation pourrait peut-être s'arranger ». Il ajoute « [q]u'il savait que sa conversion poserait des problèmes avec sa famille mais il n'imaginait pas l'ampleur de ceux-ci [puisqu'il] n'avait jamais connu pareille situation et ne disposait donc pas de point de comparaison ». Concernant l'attitude peu vraisemblable des policiers le 3 septembre 2018, le requérant expose « [q]ue lorsqu'ils sont contactées pour des faits de violence, [ceux-ci] interviennent normalement pour y mettre fin en ramenant la victime […] au commissariat pour le soustraire à la vindicte familiale […] mais lorsqu'ils comprennent la nature exacte du problème, [ils] refusent d'acter une plainte pour ne pas devoir ouvrir et s'immiscer dans un dossier très délicat et finalement [lui] conseillent […] de partir pour mettre fin au trouble en toute discrétion ». Le requérant souligne « […] qu'il n'avait aucune chance de trouver un soutien auprès des autorités de son pays qui font elles-mêmes l'objet de menaces et d'intimidation de la part des islamistes au pouvoir le parti ENNAHDHA ». Par rapport au document reçu de son avocat en Tunisie par le biais duquel sa mère demande « […] fin 2019 de pouvoir rompre tous liens juridiques et de parenté avec lui pour cause d'apostasie » - dont le contenu contrevient, selon la décision litigieuse, aux informations objectives disponibles qui indiquent que la conversion des musulmans au christianisme n'est pas interdite en Tunisie -, le requérant argue « […] qu'il ne s'agit pas d'une plainte mais […] [d'] une requête (déposée au greffe ?) qui émane de [s]a mère […] qui demande à être autorisée à rompre tout lien juridique avec [lui] et de l'acquitter de toute obligation ou devoir envers lui […] ». Il précise que sa mère « […] invoque comme motif le climat de tensions et les troubles familiaux que [s]a conversion […] génère ; [et] [q]u'une telle procédure existe en Belgique lorsque des parents (ou des enfants) demandent au tribunal de la famille d'être déchargé de toute obligation notamment d'entretien à l'égard de leurs proches pour des raisons notamment d'indignité ». Enfin, afin de justifier certaines des incohérences soulevées par rapport au contenu de sa *Déclaration*, le requérant insiste sur le fait qu'il « […] ne sait pas ce qui s'est réellement passé après son départ d'OMAN puisqu'il n'a aucun contact avec sa propre famille et encore moins avec la famille de son ex-épouse ».

Le Conseil n'est pas convaincu par ces diverses explications qui n'apportent, *in fine*, aucun élément utile pour pallier, d'une part, l'absence de tout élément concret et objectif versé au dossier à même de confirmer la présence du requérant en Tunisie au moment des événements allégués et, d'autre part, les importantes incohérences et invraisemblances qui émaillent son récit de ces événements. Comme le Commissaire adjoint, le Conseil estime que cet ensemble de carences empêche de croire que le requérant aurait rencontré des problèmes dans son pays d'origine notamment avec les membres de sa famille en raison de sa conversion religieuse. Ce constat est corroboré par le fait que lors de l'audience, le requérant n'a pas été en mesure d'apporter la moindre information concrète et précise concernant les suites de la procédure qui aurait été initiée à son encontre par sa mère en Tunisie alors qu'il prétend pourtant être représenté par un avocat dans son pays.

5.7.3. Dans son recours, le requérant déplore également qu'« une fois de plus », la partie défenderesse remette « […] en cause le caractère sincère de [s]a conversion […], alors [qu'il] a déjà expliqué que sa conversion est profonde et sincère mais est récente (mi - 2017) de sorte qu'il ne maîtrise pas encore tous les détails de l'histoire du christianisme et encore moins tous les rites de cette religion ». Sur ce point, il se réfère aux propos qu'il a tenus lors de ses entretiens devant les services de la partie défenderesse qu'il réitère tout en insistant plus particulièrement sur le fait que sa conversion « […] est intervenue dans des circonstances difficiles et clandestines et dans un pays particulier et musulman où le christianisme est à peine toléré mais où la conversion est exclue du moins aux yeux de la société et des autorités puisque le prosélytisme est une infraction très grave ». Il souligne aussi qu'il « […] prouve les démarches qu'il [a] effectuées depuis qu'il est arrivé en Belgique dans le sens de l'approfondissement de son sentiment religieux à savoir : son inscription auprès de l'église […], son baptême, sa fréquentation assidue des offices et des réunions au sein de l'église dont il détient la clé (privilège rare) sa distribution de bible et ses prédications ». Il regrette que la partie défenderesse « […] ne semble pas tenir compte de [c]es éléments objectifs pour jauger [s]a foi et [s]a conversion […] alors que toutes ses activités démontrent [s]a sincérité […] concluant [qu'il] a vécu sa foi pleinement et au grand jour dès qu'il en a eu la possibilité donc dès qu'il est arrivé en Belgique ». Il déplore également que « […] lors de son premier interview, le CGRA [lui ait] fait passer […] un véritable examen de catéchisme en multipliant les questions de détails sur la vie de Jésus et de ses apôtres et sur les rites et sacrements de la religion catholique ». Il insiste sur les documents qu'il a joints au dossier administratif, notamment sur ceux émanant de l'Eglise qu'il fréquente en Belgique, ainsi que sur son baptême, qui à son estime « […] est l'acte confirmatif officiel de [s]a conversion préexistante […] à la foi chrétienne et de son appartenance à la religion chrétienne aux yeux de tous ». Il estime « [q]u'il est difficile d'établir [la] sincérité [de sa conversion] mais que toutes [s]es actions […] la démontrent et que de plus l'on ne voit pas pour quelle raison [il] aurait mis sur pied un tel scénario alors qu'il était bien installé à OMAN et disposait d'un travail bien rémunéré, d'une famille et d'un vrai statut avec des avantages matériels importants ».

Le Conseil ne peut se rallier à ces développements. Il estime qu'indépendamment de la question de la sincérité de la conversion du requérant à la religion chrétienne, la requête ne formule aucune considération précise et concrète qui permette de modifier l'analyse pertinente de la partie défenderesse qui considère, au vu des informations disponibles, que « le seul fait de fréquenter voire de se faire baptiser dans un lieu de culte » ne peut suffire à justifier l'octroi d'une protection internationale. Après avoir pris connaissance des sources documentaires jointes aux dossiers administratif (v. farde *Informations sur le pays* ; pièce 19 jointe à la farde *Documents*) et de la procédure (v. pièce 3 jointe à la requête), le Conseil en arrive à la même conclusion. Il constate que ces informations indiquent que la Tunisie est un Etat qui « […] protège la religion, garantit la liberté de croyance, de conscience et de l'exercice des cultes » selon l'article 6 de sa Constitution, et qui ne condamne pas sur le plan pénal la conversion religieuse ni l'apostasie (v. notamment *COI Focus* intitulé « Tunesië Situatie van bekeerlingen tot het christendom » daté du 16 mars 2022, pp. 5, 6 et 11 joint à la farde *Informations sur le pays* du dossier administratif ; l'extrait du rapport 2021 intitulé « Liberté Religieuse dans le Monde » joint à la requête). Bien qu'il ressorte de ces mêmes informations que la situation des personnes converties au christianisme peut s'avérer compliquée à certains égards en Tunisie, en particulier dans la sphère familiale et sociale, et que des chrétiens font parfois l'objet de violences dans ce pays, ce qui doit inciter à la prudence, il ne peut aucunement en être déduit que le simple fait d'avoir été baptisé et de fréquenter une Eglise en Belgique suffise pour qu'il soit décidé de reconnaitre la qualité de réfugié en vertu de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève ou d'accorder la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil rappelle aussi que la simple invocation d'articles faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'Homme dans un pays ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays ou de la région concernée a des raisons de craindre d'être persécuté ou encourt un risque d'être soumis à des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Il incombe au requérant de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté ou d'encourir un risque réel d'atteinte grave, ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à des persécutions ou à ces atteintes graves au regard des informations disponibles sur son pays. Or, en l'espèce, le requérant ne démontre pas avec des éléments concrets et avérés que sa conversion au christianisme pourrait lui valoir des problèmes en cas de retour dans son pays d'origine. Le Conseil relève par ailleurs que sa connaissance quant à cette religion apparait fragmentaire eu égard à son niveau d'instruction, qu'il ne ressort d'aucun élément du dossier qu'il aurait cherché à pratiquer sa foi à son retour allégué en Tunisie en septembre 2018 ni qu'il se serait renseigné par la suite à propos de la situation des chrétiens et des convertis dans son pays d'origine, autant d'éléments qui permettent de relativiser la réalité des craintes et risques qu'il allègue en lien avec sa conversion religieuse (v. notamment *Rapport d'audition* du 9 mai 2019, pp. 5, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ; *Notes de l'entretien personnel* du 5 février 2021, pp. 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 ; *Notes de l'entretien personnel* du 25 mai 2022, pp. 6, 7, 8, 9 et 10 ; *Notes de l'entretien personnel* du 28 février 2023, pp. 7 et 8). Le Conseil ne peut se satisfaire des diverses remarques et justifications formulées dans le recours à cet égard, qui ne le convainquent pas et qui n'ont en tout état de cause pas de réelle incidence sur les précédents constats.

5.7.4. Dans sa requête, le requérant n'oppose pas davantage de réponse concrète et pertinente aux motifs de la décision concernant les documents versés au dossier administratif, lesquels demeurent en conséquence entiers. En l'espèce, le Conseil estime que ces documents ont été analysés de matière correcte et suffisante par la partie défenderesse. Le moyen de la requête en ce qu'il est pris de la « [v]iolation de la foi due au pièces » est dès lors irrecevable, le requérant ne développant d'ailleurs aucune argumentation circonstanciée sur ce point.

5.7.5. Le requérant reproche encore dans son recours à la partie défenderesse de n'avoir « […] même pas pris la peine d'examiner de façon sérieuse les nouveaux documents envoyés par son conseil » par courriel le 3 mars 2023.

Le Conseil observe que ces documents - que le requérant joint à sa requête en pièce 3 - ne peuvent à eux seuls modifier les constats qui précèdent. Il s'agit tantôt de documents relatifs à une agression que le requérant déclare avoir subie en Belgique en juillet 2022 - dont il ne ressort pas qu'elle ait un lien avec les craintes et risques qu'il invoque en cas de retour en Tunisie – tantôt d'articles de portée générale sur la situation des chrétiens en Tunisie qui ont déjà fait l'objet d'un examen approfondi *supra*.

5.8. En ce que le requérant se réfère encore dans son recours à la jurisprudence selon laquelle « […] la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; que si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même ; que dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établi[e] à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains […] » (v. requête, p. 19). Le Conseil note qu'il ressort clairement de cette jurisprudence qu'elle ne vise que l'hypothèse où, malgré le doute sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, il y a lieu de s'interroger sur l'existence d'une crainte que les autres éléments de l'affaire, tenus par ailleurs pour certains, pourraient établir à suffisance. Or, en l'espèce, le requérant ne met en avant aucun autre élément de la cause qui serait tenu pour certain et qui pourrait fonder dans son chef une crainte raisonnable de persécution en cas de retour dans son pays. En conséquence, le raisonnement qu'il soutient manque de pertinence.

5.9. Le Conseil constate encore que le requérant ne développe aucune argumentation spécifique sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, que les faits ou motifs mis en avant par le requérant manquent de crédibilité ou de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'éléments susceptibles d'établir, sur la base des mêmes événements ou motifs, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

En outre, le Conseil n'aperçoit, dans les éléments qui sont soumis à son appréciation, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour en Tunisie, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

5.10. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que le requérant ne démontre pas en quoi le Commissaire adjoint a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ; il estime au contraire que le Commissaire adjoint a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que le requérant n'établit pas le bien-fondé des craintes et risques allégués.

6. Il en résulte que le requérant n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte fondée de persécutions ou d'un risque réel d'atteintes graves, en cas de retour dans son pays d'origine.

7. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

8. Le requérant sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

9. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six janvier deux mille vingt-quatre par :

F.-X. GROULARD,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
L. BEN AYAD,	greffier.
Le greffier,	Le président,
L. BEN AYAD	F.-X. GROULARD